

ÉCONOMIE

DURÉE : 2 HEURES.

CONSIGNES

Aucun document n'est autorisé. Calculatrices interdites.

SUJET

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DES PAYS DÉVELOPPÉS EST-ELLE INFLUENCÉE PAR LA CONTRAINTE EXTÉRIEURE ?

Vous répondrez selon un plan logique et clair, en utilisant à la fois vos connaissances personnelles (tant du point de vue de l'analyse économique que de celui des faits) et les informations données par le dossier.

Les documents sont présentés dans un ordre quelconque ; ils ne donnent que quelques pistes. Les paraphraser est inutile

DOSSIER DOCUMENTAIRE

DOCUMENT 1

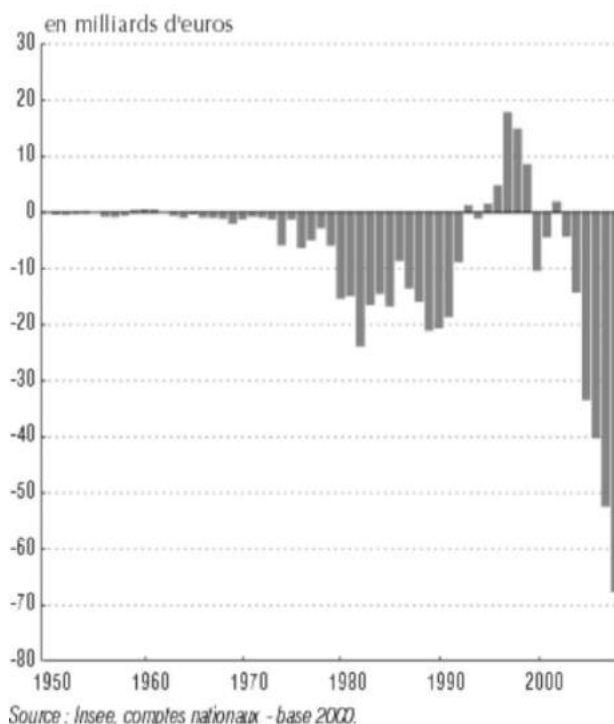
La crise est passée par là. L'intégration européenne et la création de la zone euro nous avaient débarrassés, pensait-on, de la contrainte extérieure. Or celle-ci refait surface à travers les différentiels de financement de la dette souveraine pour les pays dont la compétitivité s'est érodée. L'industrie reste la base essentielle des échanges internationaux et les pays qui ont accepté une large désindustrialisation et qui ont fondé leur modèle économique sur la croissance des services à la personne souffrent plus que d'autres.

Source : P. Aghion, G. Cette, É. Cohen et M. Lemoine, *Crise et croissance : une stratégie pour la France*, Conseil d'Analyse économique, Rapport n° 100, 2011, La documentation française

DOCUMENT 2

Depuis la mise en place de l'euro, la politique monétaire et la politique du change ne sont plus du ressort des États mais de celui de la BCE. Un pays de la zone euro ne peut plus diminuer son taux d'intérêt en cas de baisse spécifique de la demande : il doit utiliser sa politique budgétaire. En cas de dégradation de sa compétitivité, il ne peut dévaluer : il doit avoir recours à la baisse des salaires, ce qui est long et douloureux, car cela déprime la demande intérieure et celle de ses partenaires, s'il s'agit d'un grand pays... La politique budgétaire est donc la seule qui reste de la responsabilité du gouvernement... Mais ses marges de manœuvre sont limitées par le Pacte de Stabilité et de croissance, qui impose des contraintes, 3 % du PIB pour le déficit public, 60 % du PIB pour la dette publique ou l'obligation de viser à moyen terme l'équilibre des finances publiques. Les marges de manœuvre des États sont donc limitées.

Source : H. Sterdyniak, *Quelle marge de manœuvre pour la politique économique ?*, Cahiers Français n° 335, décembre 2006, La documentation française

DOCUMENT 3**Solde FAB-CAF de la balance commerciale**

Source : *La balance commerciale de la France*, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr>, La documentation française

DOCUMENT 4



Source : INSEE, <http://www.insee.fr>, graphique de l'auteur

DOCUMENT 5

La stabilité des taux de change, dans un contexte de libre circulation des capitaux, suppose que la rémunération des capitaux (les taux d'intérêt) soit attrayante et que la confiance des opérateurs financiers ne soit pas entamée. L'ampleur des masses en jeu a pour conséquence que des décisions privées viennent de plus en plus contrecarrer les décisions publiques. On parle des « marchés » comme d'un acteur de la politique économique : tous les responsables de décisions publiques s'interrogent désormais sur la perception que les opérateurs privés auront des mesures prises par le gouvernement. On entend de plus en plus souvent dire que tel ou tel responsable de politique économique envoie des signaux aux marchés financiers, tente de les rassurer. Il y a là une perte d'autonomie générale, qui n'est plus spécifique à un pays et qui concerne toutes les économies, y compris les plus puissantes.

La limitation devient-elle perte d'autonomie et la perte d'autonomie devient-elle impossibilité, voire inefficacité, des politiques macroéconomiques ? Resterait alors le seul domaine des stratégies microéconomiques ou structurelles. En réalité, si la politique économique est de plus en plus contrainte, si les modes de régulation ont changé, des choix demeurent possibles au plan national et en coopération avec les autres pays. Les spécificités nationales subsistent, y compris dans les pays fortement intégrés au système mondial. L'importance de la présence de l'État, l'ampleur des systèmes de protection sociale, le mode de relations entre les entreprises et les banques diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre.

Source : F. Milewski, *Les contraintes de la politique économique en Europe*, in *Nouveau manuel*, La Découverte, 2003